

La question des nationalités aujourd'hui : le paradigme palestinien

Si l'Irak capitaliste a utilisé la "question palestinienne" comme prétexte pour susciter une mobilisation populaire arabe qui lui soit favorable il n'en demeure pas moins vrai que l'avenir des populations palestiniennes et kurdes (cf. annexe) est l'un des enjeux du conflit du Golfe. Il s'agit classiquement d'un des reliquats de "question nationale" -oppression de nationalités- que la bourgeoisie dans sa phase mondiale de domination réelle n'a pas encore réussi à "résoudre" et ne le pourra jamais de façon définitive.

"Il n'y a pas de doute qu'aujourd'hui l'antagonisme de classe a repoussé loin, en deuxième rang, les questions nationales, mais nous ne pouvons pas affirmer de façon catégorique, sans risquer de tomber dans le doctrinarisme, que n'est pas possible la réparation momentanée sur la scène politique de l'une ou de l'autre question nationale."

(Lénine. "La question nationale dans notre programme" 1903)

D'après le communisme scientifique, la clé de la question dite "palestinienne" réside dans la question agraire, dans les formes de la propriété de la terre.

Comme l'expliquait déjà Marx :

"Les voies qui mènent au capitalisme dans l'industrie et l'agriculture sont flanquées de potences et c'est à coups de fouet que l'on a transformé les petits producteurs indépendants en salariés dépendants."

(Marx : Le Capital)

Au processus d'expropriation de la paysannerie depuis la fondation de l'Etat d'Israël s'est ajoutée la discrimination vis-à-vis des palestiniens. C'est ce

mélange explosif de facteurs qui a défini les contours de ce qui a été appelé la question palestinienne.

En 1858, l'empire Ottoman (dont la Palestine faisait partie) impose un code capitaliste de la propriété foncière détruisant les derniers restes de l'organisation villageoise et tribale qui régissait une propriété collective des produits agricoles et de la terre. Ce code est à mettre en parallèle avec les réformes bourgeoises du même type mises en œuvre à la même époque en Russie tsariste par le ministre Stolypine. Face à ce code de la propriété foncière capitaliste, de nombreux paysans de Palestine refusèrent d'appliquer la loi et ne procédèrent pas à l'inscription des terres; d'autres ne déclarèrent à l'Etat Ottoman que le tiers cultivé en laissant la plus grande partie en jachère. C'est cette absence de titres de propriété qui a servi de prétexte à l'Etat d'Israël à sa création en 1948 pour expulser les palestiniens de leurs terres et y implanter ses kolkhoz "new-look" : les kibboutz.

C'est bien entendu sous le mandat britannique (faisant suite à la première guerre mondiale et à la destruction de l'empire Ottoman) que se réalisa à grande échelle le processus d'expropriation des terres; achat des terres aux Anglais par la Jewish Colonization Association¹ et en conséquence, éviction des métayers et cultivateurs palestiniens.

Malgré des révoltes héroïques durant les années 1933-37, dans lesquelles se trouvaient côtes à côtes ouvriers juifs antisionistes et ouvriers arabes, les britanniques fidèles à leur tradition écrasèrent tout soulèvement par des bombardements des villages et des villes insurgés et imposèrent une situation conforme à leurs intérêts (diviser pour régner grâce à l'immigration juive sioniste et aux promesses faites aux propriétaires terriens arabes)².

¹ Etonnant "retour en arrière" du capital que ce rachat des terres par la Jewish Colonization Association. Cette institution, financée par l'épargne et les dons des communautés juives urbaines du monde entier, a organisé un gigantesque reflux d'une portion de capital monétaire de la ville à la campagne. La bourgeoisie juive, ayant absolument besoin d'un comité d'affaires propre, a exploité les croyances religieuses et la souffrance plurimillénaire des populations juives pour se donner un Etat. C'est ici que réside l'explication de l'anomalie qu'a été l'utilisation, circonscrite dans le temps, du capital monétaire pour l'acquisition des terres et la fondation d'entreprises capitalistes agricoles en Palestine à forme coopérative, alors qu'il aurait pu continuer de s'investir à des taux plus intéressants dans l'industrie des pays capitalistes forts. Par ce biais le capital "juif" s'est fait Etat, pour se doter de ce formidable agent économique souverain sur un territoire donné.

² Conformément à la ligne bolchevique de lutte contre la diplomatie secrète des états capitalistes, Léon Trotsky publia le 24 novembre 1917 dans les Izvestia une lettre au britannique Mark Sykes, inspirateur du grand découpage du Moyen Orient du premier après-guerre (conférence de Paris et San Remo 1920)

Cependant, pour éviter des nouvelles insurrections arabes, les anglais tentèrent de concilier les deux parties en conflit. Ils allèrent jusqu'à proposer pour la première fois la nécessité d'un partage de la Palestine en un Etat arabe et un Etat juif (rapport de la Commission Peel -juillet 1937) les deux suffisamment faibles et pacifiés pour accepter de bon gré la "supervision" britannique sur la région. Mais l'échec de la conférence de paix de Londres du printemps 1939, les dangers de la guerre qui s'approchait et la volonté de faire face aux USA de plus en plus présents dans la région et véritables soutiens de la "cause juive", fit changer la Grande-Bretagne radicalement de politique diplomatique. A partir de ce moment elle impose le contrôle sur l'immigration juive et fait des concessions aux bourgeoisies arabes pour qu'elles ne choisissent pas ouvertement le camp de l'Allemagne. Il n'est plus question de la création d'un Etat juif, ni palestinien d'ailleurs. Cette situation perdura à la suite de la seconde guerre mondiale et se renforça par l'émigration des juifs qui avaient survécu à l'immense boucherie³.

à Lord Curzon dans laquelle il déclarait : "Mon ambition est que les arabes soient notre premier dominion et notre dernière colonie -à peau bronzée. Les arabes réagissent contre vous si vous essayer de les mener et ils sont aussi tenaces que les juifs, mais on peut les conduire partout sans user de la force si c'est théoriquement bras dessus bras dessous". Dans le même jeu d'équilibristes entre arabes et juifs un autre britannique, Lord Balfour, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de Sa Majesté, écrivait à Lord Lionel de Rothschild une lettre contenant la déclaration suivante approuvée par le Cabinet : "Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et fera tous ses efforts pour faciliter cet objectif" mais il ajoutait tout de suite après : "étant bien entendu que rien ne viendra porter atteinte aux droits civils et religieux des collectivités non-juives existant en Palestine, ou aux droits et à la situation politique dont les juifs jouissent dans tous les autres pays". On voit ici que toutes les "idées originales" des maîtres actuels d'Israël, les Etats-Unis, afin de "résoudre" le conflit arabo-juif ont été en fait envisagées et mises en pratique par leurs prédécesseurs anglais et on voit aussi avec quel succès...

³ Nous tenons à souligner ici le fait que la section juive du prolétariat mondial était probablement l'une des plus combattives du siècle passé et du début du 20ème; cette réalité se manifeste encore et pour la dernière fois durant la deuxième guerre mondiale par l'insurrection du ghetto de Varsovie (1944) dernière expression révolutionnaire totalement décalée et isolée des grandes vagues de luttes ouvertes par octobre 1917. La création de l'Etat d'Israël marque l'arrêt définitif de la tradition révolutionnaire des populations juives européennes et américaines, tradition transnationale, urbaine et radicale déterminée par l'ancienne oppression spécifique dont ils étaient l'objet. Elles ont aussi donné au mouvement communiste nombre de ses principaux et plus solides militants. Lénine définit en 1913 dans "Observations critiques sur la

Après une âpre lutte contre l'occupant britannique -peu enclin nous l'avons vu à une domination juive de la zone- et l'utilisation du terrorisme (Haganah et groupe Stern qui donneront par la suite de nombreux hommes d'Etat israéliens...), l'Etat d'Israël fut fondé et immédiatement reconnu par la "communauté internationale" guidée sans partage par les USA (URSS stalinienne en tête). Il devient le bastion des intérêts américains dans la zone; Israël et les Etats-Unis constituent la clé de voûte de la hiérarchie du marché régional. Le premier a su conquérir à la force des poignets, le rôle d'interlocuteur privilégié des seconds, alors que ces derniers ont définitivement et totalement supplanté la Grande-Bretagne dans cette aire et l'ont disputé avec succès aux russes dans le deuxième après-guerre mondial. En effet à l'alignement du côté des américains des pays arabes producteurs de pétrole à faibles coûts d'extraction dans les années 20 et d'Israël depuis sa constitution en 1948 a fait face l'alignement pro-russe de nombreux pays arabes non producteurs de pétrole et de certains pays arabes producteurs à des coûts d'extraction plus élevés. L'URSS jouera de l'après-guerre jusqu'à nos jours la carte de l'appui aux velléités de souveraineté des bourgeoisies arabes des pays plus pauvres de la région; cela avec une certaine réussite; puisque toutes les prises de pouvoir de régimes "anti-coloniaux" ont été favorisées par les russes. Le début du déclin de l'influence de l'URSS sera scandé par la défaite de Nasser dans les deux guerres de 1967 et 1973 contre Israël et par le changement progressif de camp de l'Egypte qui sera officialisé par la visite de Sadate à Jérusalem en novembre 1977. Depuis l'URSS n'a plus su étendre son emprise sur la zone, ratant même le coche du renversement du Shah d'Iran en 1980. A partir de ce moment la main passe totalement aux américains qui consolident leur emprise malgré certains durs revers subis (Liban, Iran).

question nationale" la nation juive comme étant "la plus opprimée et la plus persécutée" et il rend hommage "aux grands faits universellement progressifs de la culture juive : son internationalisme, son adhésion aux mouvements d'avant-garde de l'époque (le pourcentage de juifs adhérant aux mouvements démocratiques et prolétariens est partout plus élevé que le pourcentage de juifs par rapport à la population)". La canaille dite révisionniste, alors qu'elle affirme se battre "pour la vérité historique" oublie trop souvent l'un et l'autre de ces faits ainsi que la réalité terriblement objective d'un carnage capitaliste ciblé sans précédent de prolétaires juifs. Ces chiens puants qui osent parfois prétendre être issus de la filiation communiste de gauche ne sont que des suppôts lamentables du capitalisme et ne méritent rien d'autre que d'être écrasés par la colère prolétarienne de la même manière que leurs amis fascistes bruns et/ou "rouges" ou encore leur faux ennemis sionistes.

"Le sionisme détourne les travailleurs de la lutte des classes en faisant miroiter l'espoir irréalisable de fonder un État juif sous le régime capitaliste"

(Trotsky "lettre sur le Birobidjan"; premier état juif créé par Staline de 1926 à 1939)

L'Etat d'Israël se constitue ainsi à la fois sur l'achèvement de l'expropriation massive des paysans palestiniens qui deviendront ouvriers d'industrie et agricoles des nouveaux maîtres sionistes et sur la justification basée sur un mythe intemporel de cette expropriation par une sorte de socialisme réactionnaire et raciste fondateur des kibboutz -sortes de phalanstères étatiques et marchands-. Ceux-ci dureront en réalité seulement deux ou trois ans mais l'idéologie qu'ils ont entretenue a permis de forger une unité nationale à connotation "socialiste". Le sionisme agissant en milieu rural a servi à voiler la face capitaliste de l'Etat d'Israël et à cacher que les forces alliées avaient eu leur part de responsabilité dans le massacre des juifs durant la seconde guerre mondiale. Depuis lors, le processus de prolétarisation forcée des palestiniens, aggravé par la discrimination sur la base de la nationalité dont ils étaient l'objet, n'a fait que se renforcer jusqu'à la création de camps de travail de "réfugiés", véritables bantoustans dans lesquels l'Etat d'Israël puise et rejette la main d'oeuvre dont il a besoin pour son développement⁴.

On aperçoit, au travers de ce très bref aperçu historique, en quoi la question des nationalités n'est pas une vue de l'esprit -comme voudrait nous le faire croire le proudhonisme d'aujourd'hui- mais une réalité propre au capital déterminant pour certaines couches du prolétariat une double oppression : à la fois l'exploitation du travail salarié et la domination/oppression sur la base de l'appartenance nationale, raciale, sexuelle et/ou confessionnelle. Cela se traduit entre autres en un prix différencié de la force de travail. Voici un tableau comparatif des salaires journaliers moyens des palestiniens de Cisjordanie et de Gaza (P) comparé à ceux des israéliens (I)

	Moyenne générale		Agriculture		Industrie		Bâtiment	
	P	I	P	I	P	I	P	I
1972	17.2	34.4	15.4	22.2	15.6	33.1	19.1	31.1
1973	22.9	42.8	20.6	25.7	21.6	40.7	25.1	38.1

Quoique les chiffres datent, le décalage n'aura évidemment été qu'en s'accroissant.

⁴ On constate également qu'une partie de ce prolétariat se compose d'ouvriers juifs d'origine arabe (sépharades) eux aussi, comme leurs frères palestiniens, sur-exploités en fonction de leur origine raciale. Cela déterminera dans les années '70 de fortes vagues de luttes aujourd'hui noyées dans l'unité nationale retrouvée. C'est bien la profonde division du camp prolétarien entre palestiniens et juifs originaires des pays arabes qui constitue aujourd'hui le principal obstacle au déploiement de la lutte classiste.

La nationalité est donc bien une donnée effective du rapport d'exploitation de la domination capitaliste et non une simple "représentation" une "idéologie"... comme voudraient le faire croire les idéalistes de l'ultra-gauche⁵.

Cette réalité comme toute détermination matérielle, objective du MPC, pousse le prolétariat à la lutte contre les conditions d'exploitation et d'oppressions spécifiques qu'il subit.

Ainsi, partant du fait que les prolétaires dans leur exploitation par le MPC n'ont pas tous à travail égal le même salaire, que certains sont plus exploités que d'autres etc, il y a deux solutions possibles : soit avec Proudhon soutenir que la lutte pour l'augmentation des salaires est réactionnaire puisqu'elle se situe sur le terrain du capital, soit, avec Marx comprendre que c'est justement cette réalité hétérogène qui détermine la lutte ouvrière, qui pousse des fractions prolétariennes au combat contre ces disparités, et que celle-ci est un élément stimulant la lutte du prolétariat vers son unification. Il en va de même pour tous les autres facteurs qui divisent le prolétariat : le sexe, la race ou la religion⁶. Ou

⁵ Selon la définition classique, la nationalité se base sur "une communauté qui repose non seulement, dans une certaine mesure, sur la race, mais aussi sur la langue, la tradition et les coutumes de tous les habitants d'un territoire géographique vaste et stable" (A. Bordiga "Facteurs de race et de nation dans la théorie marxiste" Ed Prométhée P. 86).

L'ultra-gauchisme confond allègrement les différents concepts que sont la nationalité, la race, la nation (=Etat-nation), la patrie, l'espèce...Ceci lui permet d'affirmer sans encombre une position indifférentiste de type "tout cela c'est la même chose, c'est le capital...". Avec de telles lubies idéalistes, ces messieurs sont bien en peine d'expliquer la phrase célèbre de Marx :

"Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même nation, il est encore par là national, quoique nullement dans le sens bourgeois du mot" (Marx-Engels: "Manifeste du Parti Communiste").

⁶ Dans le cadre de la dictature mondiale du prolétariat, on pourra encore assister au déchaînement d'antagonismes résiduels entre anciennes nationalités opprimées et oppressives. La théorie communiste a par avance résolu ce problème en laissant ouverte la possibilité de solutions fédéralistes et d'autonomie administrative pour les entités territoriales où la fusion de toutes ces fractions du prolétariat n'est pas immédiatement possible du fait même de l'héritage d'oppression des sociétés pré-communistes. Il est évident que les limites infranchissables de l'autonomie administrative de certaines régions seront dictées par l'impératif primordial d'étrangler la loi de la valeur et de défendre l'État soviétique. Ceci veut dire une seule Armée -rouge, une seule forme d'Etat -les soviets-, un seul Plan -organisant la suppression de la valeur-, une seule culture -celle mondiale du prolétariat. Néanmoins de telles

bien on reconnaît la réalité pour pouvoir la combattre ou bien, stupidement, on dit qu'elle n'existe pas ce qui permet de faire l'économie -"radicale" bien sûr- de la lutte. La reconnaissance de l'hétérogénéité de la condition ouvrière n'implique pas pour autant, à l'époque de la grande industrie, que les communistes devraient brandir des objectifs intermédiaires spécifiques. Des objectifs dont la satisfaction créerait la ou les conditions suffisantes pour entreprendre la lutte prolétarienne. Il s'agit au contraire d'avoir un programme de lutte unique qui, s'appuyant sur tous les différents aspects de la condition ouvrière donne corps à la possibilité de la révolution prolétarienne. Au travers et en faisant levier sur sa lutte partielle (pourrait-il en être autrement?) le prolétariat se constitue en classe c'est-à-dire en parti politique. Il est indéniable que c'est le poids terrible de l'oppression nationale spécifique qui pousse le prolétariat palestinien à la lutte mais également à se donner, pour l'instant, une organisation, une direction et des finalités bourgeoises. Il n'en demeure pas moins que son combat de résistance pour l'existence, pour la paix et la liberté de circulation, l'a objectivement poussé à s'affronter violemment à toutes les bourgeoisies de la région, y compris arabes. Les populations palestiniennes qui ont refusé l'assimilation forcée, la misère et l'enfermement, toujours trahies et désarmées par leurs représentants bourgeois n'ont pas cessé de se dresser désespérément mais avec honneur et courage contre l'ordre établi. Elles méritent le plus grand respect du mouvement ouvrier mondial et le plus vigoureux soutien. Cependant ce soutien ne pourra en aucune manière être considéré comme un appui à la bourgeoisie et petite-bourgeoisie palestiniennes et à ses organes politiques, syndicaux et militaires.

Les régimes capitalistes arabes représentés dans les organisations palestiniennes par des succursales explicites, ont tour à tour exploités puis écrasés les mouvements qui leur échappaient ou qui étaient influencés par des régimes concurrents. La totale dépendance de la bourgeoisie palestinienne vis-à-vis des autres bourgeoisies arabes, ainsi que la profonde division qui la traverse, n'est pas à démontrer. Al Fatha, FLP, FPDLP, FPLP, CR et autres HAMAS ont tour à tour tous servi de bras armés, de troupes de choc aux différents Etats arabes pour qui la "cause palestinienne" n'est qu'un pâle prétexte à la guerre inter-capitaliste afin

de s'assurer le leadership régional. C'est une démonstration "grandeur nature" et de surcroît surannée de l'achèvement définitif et planétaire de la phase du cycle politique de la bourgeoisie de constitution des Etats-Nation modernes.

A l'époque du marché mondial capitaliste et de la grande industrie, aucune "nouvelle" bourgeoisie issue d'une ou plusieurs nationalités n'est à même de

concessions seront maintes fois nécessaires pendant toute la phase d'extinction de l'Etat et de disparition des classes afin de faire échec aux tentatives bourgeoises de s'appuyer sur les divisions nationales, raciales, religieuses et sexuelles au sein du prolétariat pour en détruire la dictature.

fonder un nouvel Etat et un nouveau marché intérieur dignes de ce nom. Toute illusion semblable ayant pénétré dans le camp prolétarien est néfaste et doit être combattue comme réactionnaire.

Dans ce contexte, la stratégie communiste doit mettre en avant, au sein même du mouvement de "résistance", la nécessaire rupture de classe entre prolétariat et bourgeoisie palestinienne.

Entraver la dynamique de cristallisation contre-révolutionnaire de la lutte des plèbes palestiniennes en combattant avec intransigeance ses expressions politiques, syndicales et militaires actuelles. Démontrer que la conquête ou la concession régaliennne d'un maigre lopin de terre ne suffira pas à les nourrir et à éliminer l'exploitation. Eviter que ce qui est prévisible ait lieu, à savoir la transformation de l'intégralité des populations juives d'Israël en un bloc unique réactionnaire militarisé hostile aux palestiniens. Faire en sorte que les palestiniens avancés ne se trompent d'adversaire en identifiant systématiquement dans chaque prolétaire israélien un ennemi à abattre etc; voilà autant de tâches que seuls les communistes orthodoxes seront en mesure de mener à bien.

Contrairement à l'alignement des gauchistes sur l'une ou l'autre fraction bourgeoise dans les guerres capitalistes présentées comme des luttes de "libération nationale", la manoeuvre défaitiste de Lénine doit être appliquée ainsi :

"D'autre part, les socialistes des nations opprimées doivent s'attacher à promouvoir et réaliser l'unité complète et absolue, y compris sur le plan de l'organisation, des ouvriers de la nation opprimée avec ceux de la nation oppressive. Sans cela, il est impossible de sauvegarder une politique indépendante du prolétariat et sa solidarité de classe avec le prolétariat des autres pays, devant les manoeuvres de toutes sortes, les trahisons et les tripotages de la bourgeoisie. Car la bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers : en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour conclure des accords réactionnaires avec la bourgeoisie des nations dominantes (voir exemple des polonais en Autriche et en Russie, qui concluait des marchés avec la réaction pour opprimer les juifs et les ukrainiens); en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec des puissances impérialistes rivales pour réaliser ses buts de rapine (politique des petits Etats dans les Balkans, etc...)."

(Lénine: "La révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes" 1916. Oeuvres. Tome 22)

Il suffit de décliner cette stratégie dans le contexte actuel pour constater que le défaitisme révolutionnaire est porteur de l'action concrète visant à l'unification prolétarienne par-delà les frontières. Mais pour que cette perspective ne soit pas

un simple souhait; il s'agit de l'articuler en priorité en favorisant l'initiative solidaire du prolétariat des nationalités dominantes en direction de celui des nationalités opprimées.

A ce propos, le mot d'ordre d'opposition à toute annexion est particulièrement pertinent. Le prolétariat révolutionnaire ne peut pas rester insensible à l'établissement de l'oppression fondée sur la nationalité, la race, la religion ou le sexe à l'égard d'une ou plusieurs de ses fractions; conséquence inévitable de toute occupation militaire d'un pays par un autre. C'est en premier chef la section de la classe ouvrière du pays occupant qui a le plus grand intérêt à ce que ne s'installe pas un nouvel élément de division avec la section du pays ou du territoire occupé de sa propre classe mondiale. C'est encore en premier chef, la classe exploitée des pays centraux du MPC qui doit se démarquer de la politique coloniale de ses Etats, en refusant toute complicité avec sa propre bourgeoisie. Car c'est surtout cette partie du prolétariat mondial qui devra montrer, le moment venu, sa capacité à faire basculer définitivement dans la révolution communiste la planète entière.

Lorsqu'on avance le mot d'ordre de la lutte contre les annexions on exclut, par conséquent, toute considération liée à l'affirmation ou pire à la défense de l'Etat capitaliste ou de son droit. Seules comptent des appréciations relatives aux modalités de l'oppression et de l'exploitation capitalistes et au processus de constitution du prolétariat en classe révolutionnaire : nécessité de la lutte d'abord contre sa propre bourgeoisie même si elle est "maltraitée" par une défense unitaire intransigeante des intérêts exclusifs de la classe exploitée.

"Sans trahir le socialisme, nous devons soutenir toute insurrection contre notre principal ennemi, la bourgeoisie des grandes puissances, si ce n'est pas une insurrection de la classe réactionnaire. En renonçant à soutenir les insurrections des pays annexés, nous devenons -objectivement parlant- des annexionnistes.

C'est précisément "dans l'ère de l'impérialisme", qui est l'ère du début de la révolution sociale, c'est alors que le prolétariat soutiendra, avec une particulière énergie, -aujourd'hui- l'insurrection des régions annexées, pour attaquer -en même temps ou dès demain- la bourgeoisie de la "grande" puissance, affaiblie par ce soulèvement."

(Lénine: "Pour ou contre les annexions?" in Contre Le Courant. Tome II p.129)

Marx avait très clairement mis en avant dans la "question irlandaise" que l'enjeu central n'était pas la concrétisation du "principe absolu" du droit à l'autodétermination de l'Irlande colonisée mais la réelle possibilité du prolétariat d'Angleterre, libéré de toute division interne, de lutter pour ses propres intérêts.

"Marx est toujours resté fidèle [au principe socialiste élémentaire], à savoir qu'un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre."

(Lénine. Bilan d'une discussion sur le droit des nations. 1916 .Oeuvres. T.22-P.367)

A plus forte raison, il ne saurait être question aujourd'hui de cautionner le morcellement du prolétariat mondial par la multiplication de frontières et d'Etats. Les communistes n'attachent aucune valeur intemporelle, métaphysique, à la "communauté de destins et de caractères" qui caractérise la nationalité. Leur souci permanent depuis qu'ils existent a été et est de bien délimiter au sein du programme communiste invariant les marges d'application du plan tactique au vu et au su des conditions objectives et subjectives déterminées de la révolution prolétarienne.

En ce qui concerne la phase actuelle de domination réelle du MPC (globale et mondialement achevée dès le début du siècle), nous déclarons :

"A la lumière de l'expérience historique, le marxisme théorie du prolétariat révolutionnaire affirme le caractère contre-révolutionnaire des mots d'ordre démocratiques ainsi que de tous ceux visant à la constitution de nouveaux Etats-nations ("droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", "lutte de libération nationale", "terre aux paysans"...) qui ne sont plus rien d'autre que des couvertures idéologiques à la guerre capitaliste."

(M.C. "Points de repère programmatiques" -MC n0. P.23)

Mais cette position fondamentale ne peut en aucun cas être lue avec des lunettes indifférentistes. En matière de luttes prolétariennes où sont encore bien présentes des querelles de nationalités, toute l'action communiste doit être inspirée par le souci d'atténuer jusqu'à les faire disparaître les divisions au sein de la classe exploitée, de démontrer que la bourgeoisie ne peut et ne veut pas résoudre définitivement ces contradictions parfois léguées par les MP précapitalistes ou parfois créées de toutes pièces par le capitalisme lui-même. De sorte que, seule la dictature du prolétariat, dirigée par son parti combattant, sera à même de libérer l'être humain de toutes ses déterminations non-immédiatement génériques⁷.

Par conséquent, il n'est pas question de reprendre les mots d'ordre bourgeois de "droit à l'autodétermination"; de "droit à la constitution de nouveaux Etats-

⁷ Contre les proudhoniens qui déjà à l'époque de Marx s'opposaient au nom de la révolution sociale pure et "universelle" à toute lutte qui ne correspondrait pas à leur idéal, le marxisme orthodoxe répondait :

"Quiconque attend une révolution sociale "pure" ne vivra jamais assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en parole qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution."

(Lénine. -"Bilan d'une discussion sur le droit des nations". 1916. Oeuvres T22-P.383)

nations" qui correspondent à une phase historique définitivement close depuis désormais plus d'un siècle. Là où ces mots d'ordre réactionnaires prédominent -par exemple chez les palestiniens des territoires occupés- il faut faire en sorte de ne pas casser la lutte contre l'agression des troupes d'occupation et de démontrer que la lutte contre l'armée israélienne ne peut être efficace que si elle est, dans le même temps, une lutte à mort contre la bourgeoisie palestinienne et des pays arabes. Ce combat doit rechercher la solidarité effective du prolétariat "multinational" d'Israël en l'appelant à se battre contre "sa" propre bourgeoisie et contre l'union nationale et religieuse. Si le prolétariat palestinien tout comme celui du Kurdistan ne parvient pas à développer cette ligne indépendante correspondant à ses propres intérêts de classe, il sera, une fois de plus la principale victime de l'histoire et son désespoir sera de nouveau à la mesure de ce qu'auront été ses illusions⁸.

Parallèlement, si l'écrasante majorité du prolétariat juif d'Israël et en particulier sa fraction originaire des pays arabes, persiste dans son attitude coloniale en participant activement au renforcement du bloc social capitaliste dans ce pays, "en se faisant Etat", en multipliant les attaques terroristes contre des ouvriers arabes et en livrant ses meilleures énergies à l'armée israélienne sans broncher, il n'échappera pas à la colère impitoyable du prolétariat révolutionnaire. Ce jour, si jamais il doit venir, sera sans aucun doute parmi les plus noirs de la guerre sociale, expression de l'héritage inhumain d'oppression des sociétés antagoniques.

L'unique solution rationnelle réside dans le développement d'une action prolétarienne indépendante qui rompe avec les politiques nationalistes bourgeoises (bellicistes comme pacifistes; pro-occidentale comme pro-saddamiste) et qui affirme concrètement son essence défaitiste révolutionnaire par la lutte contre sa propre bourgeoisie (fusse-t-elle aussi soumise à une bourgeoisie plus forte).

L'ennemi est dans notre pays, c'est notre bourgeoisie.

"Le prolétaire ne peut ni frapper dans la lutte de classe son gouvernement, ni tendre (vraiment) la main à son frère le prolétaire d'un pays "étranger", qui "nous" fait la guerre, sans commettre "une trahison envers l'Etat", sans concourir à la défaite et sans collaborer à la dislocation de "son" pays, d'une "grande" puissance impérialiste."

(Lénine : "Du défaitisme dans la guerre impérialiste" 1915 -Contre le Courant-p.120)

⁸ Du point de vue bourgeois, il est tout à fait compatible avec l'intérêt du capital social mondial que se constitue à terme un Etat palestinien. Cependant un tel Etat ne saurait être rien d'autre qu'un immense camp de réfugiés affamés où les différentes bourgeoisies de la région viendraient puiser en paix la main d'oeuvre à bas prix, dont elles ont besoin (cf. les Bantoustans en Afrique du sud).

Annexe :

Nous ne rentrerons pas ici dans l'analyse de la dite question kurde.

Cela exige un travail spécifique qui sera effectué par le facteur communiste ultérieurement. Néanmoins il est nécessaire, tandis que le piètre pantin de Bagdad s'acharne contre les frères de classe kurdes avec le pudique blanc-seing des "alliés" et des pays "neutre", de rappeler fermement quelques points.

1. Le Kurdistan comme libre entité administrative, fondée sur la plus complète égalité entre les populations résidentes et les populations voisines, étendue sur tout le territoire habité par les kurdes n'existera jamais dans le cadre du MPC. Le Kurdistan s'étale sur des régions frontalières de quatre Etats capitalistes en perpétuel conflit économique et militaire (Syrie, Irak, Iran, Turquie). Riche en matières premières et particulièrement en pétrole et en eau (les principaux fleuves de la zone naissent sur les montagnes kurdes), le Kurdistan est un enjeu central pour les pays concurrents de la région. Tant que la concurrence entre capitaux individuels -loi immanente du capital- aura lieu, tant que le prolétariat mondial n'aura pas dépassé par son mouvement révolutionnaire et l'établissement de sa dictature inflexible, la forme Etat-nation, le Kurdistan n'existera pas.

2. La campagne d'Irak s'est transformée en énième tromperie tragique pour les masses kurdes. Tandis que les Etats turc et iranien ont poursuivi en toute impunité leur sale besogne de "nettoyage" et d'internements massifs de "leurs" kurdes, les alliés n'ont cessé d'appeler tout au long de la campagne les kurdes "irakiens" à la révolte.

Les ouvriers et paysans démunis kurdes "irakiens", ont saisi dans un élan héroïque l'occasion de l'affaiblissement de l'armée irakienne pour lancer l'offensive. A l'heure où nous écrivons, cet élan est totalement brisé et un colossal exode est en cours vers les frontières iranienne, turque et syrienne; provoqué par les massacres massifs de la soldatesque irakienne. Les alliés sont restés totalement absents durant les combats qui ont précédé la défaite kurde au nom de la non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Etat irakien alors que leurs troupes se trouvaient à quelques centaines de kilomètres de la capitale, Bagdad, en plein territoire irakien. Ils ont été les complices actifs de Saddam et de son régime. L'allié turc a déployé ses meilleures troupes pour empêcher l'afflux des kurdes en fuite. La dite aide humanitaire, macabre cache-sexe des démocraties capitalistes, totalement insuffisante, est un exemple type de désorganisation et d'inefficacité. A tel point que les prolétaires du monde entier se demandent comment il se fait que les alliés aient si brillamment réussi la grandiose opération logistique de la campagne d'Irak et que les mêmes alliés soient soudainement si paumés -à leurs dires- face à l'exode désordonné des kurdes "irakiens".

La réponse est simple : le capital mondial ne se soucie guère du sort de vos frères de classe d'Irak ou d'ailleurs et il choisit toujours de soutenir directement ou indirectement ses serviteurs contre vous.

3. La "solution" capitaliste au "problème" kurde irakien consiste en l'établissement d'une zone "démilitarisée" entre la Turquie et l'Irak en territoire irakien. Une telle "solution" est une véritable catastrophe pour les prolétaires et paysans pauvres kurdes. L'endroit proposé est le plus pauvre, le plus inhospitalier (hautes montagnes) et le plus isolé de tout le Kurdistan "irakien". Les kurdes deviendraient ainsi une population perpétuellement assistée, incapable d'assurer son développement. Il s'agirait également d'un moyen de "ruraliser", de chasser des villes industrielles une partie de la classe ouvrière parmi les plus combatives de la région. Pour trouver du travail ils seraient contraints de migrer ou bien vers la Turquie, hypothèse hautement improbable, ou bien cette fois-ci, comme "demi-étrangers" vers le Kurdistan "irakien".

L'absence de toute armée leur interdirait une quelconque défense en cas de coup de force irakien et/ou turc. Cette solution se traduit donc en une déportation massive à la Pol Pot, en un appauvrissement généralisé permanent et en l'internement dans un misérable bantoustan de montagne surveillé à ses bords par des armées hostiles. Il est évident que l'établissement d'une "solution" de ce genre ne pourra à terme que rendre encore plus aiguës les tensions dans la région, sources ultérieures de conflits et de guerres en tous genres. Voilà ce que le capital mondial offre aux populations opprimées!

"Pour assurer la paix internationale, il faut d'abord éliminer toutes les friction nationales possibles, il faut que chaque peuple soit indépendant et maître chez soi."

(F. Engels "Violence et économie dans l'établissement du nouvel empire allemand". 1887-1888)